

## TRADUCTION

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

(Ce texte remplace celui qui a paru dans le Moniteur belge du 27 juillet, à la page 57444.)

F. 2005 — 69 (2004 — 2080)

[C — 2004/36649]

**19 MARS 2004. — Décret relatif au statut de l'étudiant, à la participation dans l'enseignement supérieur, l'intégration de certaines sections de l'enseignement supérieur de promotion sociale dans les instituts supérieurs et l'accompagnement de la restructuration de l'enseignement supérieur en Flandre. — Errata**

Au *Moniteur belge* du 10 juin 2004, pp. 43820-43821, dans la subdivision 5, article 9*nonies*, 1°, les points *f)*, *g)* et *h)* doivent être corrigés comme suit :

*f)* à une université en Communauté flamande,

*g)* à un hôpital universitaire, sauf si celui-ci est créé sous la forme d'un organisme public flamand,

*h)* à un établissement supérieur en Communauté flamande,

— à la page 43809 doit être remplie dans l'article 13*bis* insérée par l'article II. 45, la date du présent décret notamment le 19 mars 2004;

— à la page 43770 doivent être remplacés dans l'article II.58, § 1<sup>er</sup>, dans le texte néerlandais, le mot "éin" par le mot "en" et dans l'article II.58, § 2, le mot "rietaakkoord" par le mot "niet-akkoord";

— à la page 43774 le mot "enlof" dans le texte néerlandais de l'article II.82, 2° doit être remplacé par "en/of";

- à la page 43781 (texte néerlandais) fait défaut dans l'article V.5 article 24*ter* la subdivision en 1° et 2°. Il faut lire :  
« 1° één of meerdere hogescholen van de associatie krachtens artikel 32 tot en met 53 binnen bedoelde studiegebieden de bevoegdheid heeft/hebben tot het aanbieden van opleidingen die leiden tot de graad van master, en

2° het doctoraatsproject ingebed is in een aan de universiteit en ten minste één hogeschool van de associatie gemeenschappelijke onderzoeksomgeving. »

— à la page 43828 le dernier point "c" dans l'article 64, § 2, 2° après 5) doit être remplacé par un "b)" (division cf. un premier point a) après 2°);

— à la page 43830 les mots "Le chapitre III du Titre II est abrogé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003." dans l'article V.24 sous 4° doivent constituer un deuxième alinéa sous le § 1<sup>er</sup> de l'article 122 modifié;

— à la page 43791 doivent être remplacés à l'article V.27 après 1° les mots "en in § 2, 9°" dans le texte néerlandais par "en in § 2, 9°";

— à la page 43792 (texte néerlandais) fait défaut dans l'article V.39 une subdivision en 1° et 2°. Il faut lire :

1° in 21° worden na het woord "studiejaar" de woorden "en het afleggen van de daaraan verbonden examens" ingevoegd;

2° in 27° worden de woorden "andere graad" vervangen door de woorden "andere graad of niveau";

— à la page 43799 le texte néerlandais de l'article VI.1.4° indique qu'un "§ Ibis" est inséré. Il faut lire "7*bis*".

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 70

[2005/200015]

**9 DECEMBRE 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, et l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz et modifiant l'arrêté gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment l'article 34;

Vu l'arrêté du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité modifié par l'arrêté du 4 décembre 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz et modifiant l'arrêté du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment les articles 32, 33 et 37;

Vu l'arrêté du 4 décembre 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz et modifiant l'arrêté du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité;

Vu l'avis de la CWaPE du 20 avril 2004 référencé CDd20-CWaPE-046;

Vu la proposition de modification de la CWaPE du 15 octobre 2004 référencé CD-4j12-CWaPE-080;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 6 mai 2004;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 37.219/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 juin 2004, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

"arrêté OSP électricité" : l'arrêté du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité modifié par l'arrêté du 4 décembre 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz et modifiant l'arrêté du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité;

"arrêté OSP gaz" : l'arrêté du 4 décembre 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz et modifiant l'arrêté du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité.

#### CHAPITRE II. — Modifications de l'arrêté OSP électricité

**Art. 2.** A l'article 4 de l'arrêté OSP électricité, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> au § 2, 3<sup>o</sup>, le mot "énergies" est remplacé par le mot "énergie";

2<sup>o</sup> au § 3, dernier alinéa, les mots "1<sup>er</sup> février" sont remplacés par les mots "1<sup>er</sup> mars";

3<sup>o</sup> au § 4, dernier alinéa, le mot "présentée" est remplacé par le mot "présentées".

**Art. 3.** A l'article 6 du même arrêté, alinéa 2, les mots "au client visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>" sont remplacés par les mots "aux clients résidentiels éligibles".

**Art. 4.** A l'article 9 du même arrêté, remplacer les mots "l'article 8, alinéa 4," par les mots "l'article 8".

**Art. 5.** A l'article 12 du même arrêté, alinéa 3, les mots "ces clients" sont remplacés par les mots "ses clients" et les mots "permettant d'être alimentée" sont remplacés par les mots "pouvant être alimentées".

**Art. 6.** L'article 13 du même arrêté est remplacé comme suit :

"§ 1. Lorsque le client est un client protégé, il en informe le fournisseur par écrit, éventuellement par l'intermédiaire du centre public d'action sociale. Le client protégé annexe à son courrier toute pièce justificative nécessaire.

Après avis de la CWaPE, le Ministre définit le modèle du document à transmettre au fournisseur.

§ 2. Pour les catégories de personnes visées à l'article 33, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret, la demande, pour bénéficier du statut de client protégé doit être renouvelée toutes les cinq années. En ce cas, le document est complété par l'organisme octroyant l'allocation.

Pour les autres catégories de personnes visées à l'article 33 du décret, la demande est renouvelée chaque année. En ce cas, le document est complété soit par le centre public d'aide sociale soit par le médiateur de dettes.

§ 3. Le client est tenu d'informer par écrit le fournisseur de la perte de sa qualité de client protégé dans les quinze jours de celle-ci."

**Art. 7.** A l'article 14 du même arrêté, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, le mot "contracté" est remplacé par le mot "contractée".

**Art. 8.** Au chapitre III, section 2, du même arrêté, il est inséré un article 14bis rédigé comme suit :

"Art. 14bis. Le fournisseur peut, par recommandé ou par e-mail avec accusé de réception, demander au gestionnaire de réseau de suspendre la fourniture d'un client en cas de fraude d'un client résidentiel. Cette suspension ne peut survenir qu'après l'avis conforme motivé de la commission.

En cas de fraude, la fourniture est suspendue pendant le temps nécessaire à la régularisation de la situation, en ce compris le remboursement de la dette éventuelle résultant de la fraude, frais inclus."

**Art. 9.** A l'article 15 du même arrêté, 4<sup>o</sup>, le mot "express" est remplacé par le mot "explicite".

**Art. 10.** A l'article 17 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> les mots "§ 1<sup>er</sup>" sont insérés devant le premier alinéa;

2<sup>o</sup> un nouveau paragraphe, rédigé comme suit, est inséré in fine :

"§ 2. Lorsqu'un client disposant d'un compteur à budget avec paiement de ses consommations à termes échus est déclaré en défaut de paiement, le fournisseur enjoint le gestionnaire de réseau, par recommandé ou par e-mail avec accusé de réception, de faire modifier, dans les quinze jours de la notification, les paramètres de la carte rechargeable du client, ou tout autre système équivalent en vue de passer au système à prépaiement. Le fournisseur informe sans délai le client et le centre public d'aide sociale de la demande adressée au gestionnaire de réseau."

**Art. 11.** A l'article 19, § 1<sup>er</sup>, les mots "Dans les quinze jours de la demande," sont insérés *in limine*.

**Art. 12.** L'article 19, § 2, du même arrêté est remplacé comme suit :

"§ 2. Dans les 5 jours de la réception de la demande visée à l'article 17, le gestionnaire de réseau envoie un recommandé au client pour l'informer du placement d'un compteur à budget dans un délai de quinze jours à dater de la date d'envoi du recommandé. Le gestionnaire de réseau prend contact avec ce client pour convenir des jour et heure du placement du compteur à budget.

Ce recommandé informe le client que, s'il ne réagit pas dans les quinze jours à compter de la date d'envoi du recommandé afin de permettre le placement du compteur à budget, son fournisseur en sera informé et son alimentation sera suspendue jusqu'au placement du compteur à budget et alimentation du système de rechargement.

Lorsque le client ne donne pas suite dans le délai visé à l'alinéa précédent ou que les services du gestionnaire de réseau se voient refuser l'accès au domicile du client à la date et heure convenue pour leur passage, le gestionnaire de réseau adresse un recommandé au client actant son refus et mentionnant les différents contacts pris dans le cadre du présent paragraphe.

Ce recommandé précise la date et l'heure de la coupure, celle-ci ne pouvant intervenir dans un délai inférieur à dix jours à compter de la date d'envoi du recommandé. Le gestionnaire de réseau adresse une copie de ce recommandé au centre public d'aide sociale et au fournisseur du client.

Le gestionnaire de réseau place le compteur à budget dans un délai de quinze jours maximum à compter de l'accord du client."

**Art. 13.** A l'article 20, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots "qui ne se trouve pas dans la situation visée à l'article 19, § 2, alinéa 3" sont remplacés par "qui n'est pas déclaré en défaut de paiement suite à la procédure visée à la section 3".

**Art. 14.** A l'article 21, § 2, du même arrêté, les mots "1<sup>er</sup> juillet 2004" sont remplacés par "31 décembre 2005".

**Art. 15.** A l'article 22 du même arrêté, les mots "en ce compris les frais de procédure antérieure au placement du compteur à budget" sont ajoutés in fine de la première phrase.

**Art. 16.** A l'article 23 du même arrêté, les mots "il affecte une majoration de 20 % maximum du prix du kWh consommé au remboursement du placement du compteur à budget" sont remplacés par "il affecte une majoration de 20 % maximum du prix du kWh consommé au remboursement de la somme due".

**Art. 17.** Au chapitre III, section 4, du même arrêté, il est inséré un article 23bis rédigé comme suit :

"Art. 23bis : Lorsqu'un client a remboursé les dettes liées à sa consommation d'électricité, il peut demander à son fournisseur de passer gratuitement au mode de paiement périodique à terme échu."

**Art. 18.** Au chapitre III, section 4, du même arrêté, il est inséré un article 23ter rédigé comme suit :

"Art. 23ter : La procédure visée aux articles 17 à 19 peut être suspendue à tout moment en cas d'accord des parties quant au paiement de la dette. Le non-respect d'un plan de paiement relatif au règlement de la dette, notifié par recommandé au client, entraîne de plein droit la reprise de la procédure en l'état."

**Art. 19.** A l'article 24, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots "est lui" sont remplacés par "lui est";

2<sup>o</sup> au § 4, les mots "Le présent article" sont remplacés par "Le § 2 du présent article".

**Art. 20.** A l'article 32, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, le mot "haute-tension" est remplacé par les mots "haute tension";

2<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, le mot "haute-tension" est remplacé par les mots "haute tension";

3<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, le mot "haute-tension" est remplacé par les mots "haute tension";

**Art. 21.** A l'article 35, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, l'abréviation "C.P.A.S" est remplacée par les mots "Centres publics d'Action sociale".

#### CHAPITRE III. — Modifications de l'arrêté OSP gaz

**Art. 22.** A l'article 4, § 3, alinéa 2, de l'arrêté OSP gaz, les mots "quatre catégories" sont remplacés par "catégories 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup>".

**Art. 23.** A l'article 6 du même arrêté, alinéa 2, les mots "au client visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>" sont remplacés par les mots "aux clients résidentiels éligibles".

**Art. 24.** Au chapitre III, section 1<sup>re</sup>, du même arrêté, l'article 12 est remplacé comme suit :

"§ 1<sup>er</sup>. Lorsque le client est un client protégé, il en informe le fournisseur par écrit, éventuellement par l'intermédiaire du centre public d'action sociale. Le client protégé annexe à son courrier toute pièce justificative nécessaire.

Après avis de la CWaPE, le Ministre définit le modèle du document à transmettre au fournisseur.

§ 2. Pour les catégories de personnes visées à l'article 33, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, la demande, pour bénéficier du statut de client protégé doit être renouvelée toutes les cinq années. En ce cas, le document est complété par l'organisme octroyant l'allocation.

Pour les autres catégories de personnes visées à l'article 33 du décret, la demande est renouvelée chaque année. En ce cas, le document est complété soit par le centre public d'aide sociale soit par le médiateur de dettes.

§ 3. Le client est tenu d'informer par écrit le fournisseur de la perte de sa qualité de client protégé dans les quinze jours de celle-ci."

**Art. 25.** Au chapitre III, section 1<sup>re</sup>, du même arrêté, il est inséré un article 13*bis* rédigé comme suit :

"Art. 13*bis*. Le fournisseur peut, par recommandé ou par e-mail avec accusé de réception, demander au gestionnaire de réseau de suspendre la fourniture d'un client en cas de fraude d'un client résidentiel. Cette suspension ne peut survenir qu'après l'avis conforme motivé de la commission.

En cas de fraude, la fourniture est suspendue pendant le temps nécessaire à la régularisation de la situation, en ce compris le remboursement de la dette éventuelle résultant de la fraude, frais inclus."

**Art. 26.** A l'article 35, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, du même arrêté, l'abréviation "C.P.A.S" est remplacée par les mots "centres publics d'action sociale".

**Art. 27.** Au chapitre VIII du même arrêté, il est inséré un article 47*bis* rédigé comme suit :

"Art. 47*bis*. § 1<sup>er</sup>. Tant que les dispositions de la section 3, du chapitre III, du présent arrêté ne sont pas entrées en vigueur, le présent article sera applicable.

§ 2. Lorsqu'un client résidentiel est déclaré en défaut de paiement, le fournisseur lui adresse un recommandé lui précisant la date et l'heure de suspension de la fourniture de gaz.

Le fournisseur ne peut suspendre la fourniture de gaz du client résidentiel sans en avoir préalablement informé la Commission locale d'avis de coupure.

Ces deux notifications auront lieu dix jours avant la suspension de la fourniture de gaz.

§ 3. Dans les quinze jours de la saisine, la Commission doit remettre un avis, exprimé dans le cadre d'une procédure contradictoire ou réputée telle, qui apprécie les justifications ayant conduit à la décision du fournisseur de suspendre la fourniture.

A cette fin, le client résidentiel doit être obligatoirement convoqué pour être entendu s'il le souhaite et peut se faire assister ou représenter par un conseiller. Le fournisseur doit être présent ou représenté.

La Commission statue à la majorité des membres. En cas de partage des voix, l'avis défavorable à la coupure l'emporte. L'avis de la Commission est adressé dans les trois jours par recommandé au client résidentiel et au fournisseur.

§ 4. En cas d'avis défavorable à la coupure, celui-ci sera accompagné d'une proposition déterminant les échéances et le fractionnement des créances à rembourser par le client résidentiel. Celui-ci doit s'engager à respecter ce plan de remboursement. Si la décision de suspension de fourniture a déjà été exécutée, le fournisseur est tenu de rétablir la fourniture à ses frais dans les vingt-quatre heures au plus de l'avis de la Commission.

§ 5. Si le client résidentiel ne s'engage pas à respecter le plan de remboursement ou ne respecte pas son engagement, la suspension de fourniture pourra être effective. A cette fin, le fournisseur adresse un recommandé au client résidentiel l'informant de la date et l'heure de la suspension de fourniture. La suspension ne peut survenir avant un délai de dix jours à dater de cette notification.

§ 6. Aucune coupure d'un client résidentiel ne peut intervenir entre le 15 novembre et le 15 février. Si des conditions climatiques particulières le justifient, le Ministre peut étendre cette période.

Les fournitures comptabilisées au cours de la période du 15 novembre au 15 février restent à charge du client résidentiel."

### CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

**Art. 28.** Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 29.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 9 décembre 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 70

[2005/200015]

**9. DEZEMBER 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere des Artikels 34;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere der Artikel 32, 33 und 37;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt;

Aufgrund des Gutachtens der CWaPE vom 20. April 2004 mit den Bezugszeichen CDd20-CWaPE-046;

Aufgrund des Abänderungsvorschlags der CWaPE vom 15. Oktober 2004 mit den Bezugszeichen CD-4j12-CWaPE-080;

Aufgrund des am 6. Mai 2004 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein vorseiten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 7. Juni 2004 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 37.219/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

"Erlass VOD Elektrizität": der Erlass vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt;

"Erlass VOD Gas": der Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt.

#### KAPITEL II — *Änderungen im Erlass VOD Elektrizität*

**Art. 2** - Artikel 4 des Erlasses VOD Elektrizität wird wie folgt abgeändert:

1° in § 2, 3° der französischen Fassung wird das Wort "énergies" durch das Wort "énergie" ersetzt;

2° in § 3, letzter Absatz wird der Wortlaut "1. Februar" durch den Wortlaut "1. März" ersetzt;

3° in § 4, letzter Absatz der französischen Fassung wird das Wort "présentée" durch das Wort "présentées" ersetzt.

**Art. 3** - In Art. 6, Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut "dem in Absatz 1 erwähnten Kunden" durch den Wortlaut "den zugelassenen Haushaltskunden" ersetzt.

**Art. 4** - In Art. 9 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Artikel 8 Absatz 4" durch den Wortlaut "Artikel 8" ersetzt.

**Art. 5** - In Art. 12, Absatz 3 desselben Erlasses wird der Wortlaut "diesen Kunden" durch den Wortlaut "seinen Kunden" und der Wortlaut "bespeist werden" durch den Wortlaut "bespeist werden können" ersetzt.

**Art. 6** - Art. 13 desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 1 - Wenn der Kunde ein geschützter Kunde ist, setzt er den Lieferanten schriftlich davon in Kenntnis, gegebenenfalls über das öffentliche Sozialhilfezentrum. Der geschützte Kunde fügt seinem Schreiben alle erforderlichen Belege bei.

Nach Begutachtung durch die "CWaPE" bestimmt der Minister das Muster der Unterlage, die dem Lieferanten zu übermitteln ist.

§ 2 - Für die in Artikel 33 § 1 3° des Dekrets erwähnten Kategorien von Personen muss der Antrag zur Erhaltung des Status eines geschützten Kunden alle fünf Jahre erneuert werden. In diesem Fall wird die Unterlage von der Einrichtung ausgefüllt, die die Zulage gewährt.

Für die anderen in Art. 33 des Dekrets erwähnten Kategorien von Personen wird der Antrag jedes Jahr erneuert. In diesem Fall wird die Unterlage entweder von dem öffentlichen Sozialhilfezentrum oder von dem Schuldenvermittler ausgefüllt.

§ 3 - Der Kunde ist verpflichtet, den Lieferanten innerhalb fünfzehn Tagen schriftlich über den Verlust seiner Eigenschaft als geschützter Kunde zu informieren."

**Art. 7** - In Art. 14 § 1 Absatz 3 desselben Erlasses wird in der französischen Fassung das Wort "contracté" durch das Wort "contractée" ersetzt.

**Art. 8** - In Kapitel III, Abschnitt 2 desselben Erlasses wird ein Artikel 14*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 14*bis* - Der Lieferant kann im Falle eines Betrugs durch einen Haushaltskunden durch Einschreiben oder E-Mail mit Empfangsbestätigung den Netzbetreiber ersuchen, die Stromlieferung an einen Kunden auszusetzen. Diese Aussetzung kann nur nach gleichlautendem und begründetem Gutachten der Kommission erfolgen.

Im Falle eines Betrugs wird die Lieferung während der Zeit ausgesetzt, die zur Regularisierung der Lage nötig ist, einschließlich der Rückzahlung der eventuellen Schuld, die sich aus dem Betrug ergibt, zuzüglich aller damit verbundenen Kosten."

**Art. 9** - In Art. 15 4° desselben Erlasses wird in der französischen Fassung das Wort "express" durch das Wort "explicite" ersetzt.

**Art. 10** - Artikel 17 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° vor den ersten Absatz wird der Wortlaut "§ 1" eingefügt;

2° ein neuer Paragraph mit folgendem Wortlaut wird in fine eingefügt:

"§ 2 - Wenn ein Kunde, der über einen Budgetzähler verfügt und seinen Verbrauch nachträglich zahlt, als in Zahlungsverzug befindlich erklärt wird, ordnet der Lieferant dem Netzbetreiber per Einschreiben oder per E-Mail gegen Empfangsbestätigung an, die Parameter der aufladbaren Karte des Kunden innerhalb fünfzehn Tagen nach dieser Mitteilung ändern zu lassen, oder jegliches gleichwertige System anzuwenden, damit zu einer Vorauszahlungsregelung übergegangen wird. Der Lieferant informiert unverzüglich den Kunden und das öffentliche Sozialhilfезentrum über den an den Netzbetreiber gerichteten Antrag."

**Art. 11** - In Art. 19 § 1 wird der Wortlaut "Der Netzbetreiber installiert" durch den Wortlaut "Innerhalb fünfzehn Tagen nach dem Antrag installiert der Netzbetreiber" ersetzt.

**Art. 12** - Art. 19 § 2 desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 2 - Innerhalb 5 Tagen nach Eingang des in Art. 17 erwähnten Antrags stellt der Netzbetreiber dem Kunden einen Einschreibebrief zu, um ihn über die Installation eines Budgetzählers innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Einsenddatum des Einschreibens zu informieren. Der Netzbetreiber setzt sich mit diesem Kunden in Verbindung, um im gemeinsamen Einvernehmen den Tag und die Uhrzeit der Installation des Budgetzählers zu vereinbaren.

Durch dieses Einschreiben wird der Kunde darüber informiert, dass, wenn er innerhalb fünfzehn Tagen ab dem Einsenddatum des Einschreibens nicht reagiert, um die Installation des Budgetzählers zu ermöglichen, sein Lieferant darüber benachrichtigt wird und die Stromversorgung bis zur Installation des Budgetzählers und zur Bespeisung dessen Aufladesystems ausgesetzt wird.

Wenn der Kunde innerhalb der im vorigen Absatz bestimmten Frist keine Folge leistet oder wenn den Dienststellen des Netzbetreibers der Zugang zum Wohnsitz des Kunden zum für ihren Einsatz vereinbarten Datum und zur vereinbarten Uhrzeit verweigert wird, stellt der Netzbetreiber dem Kunden ein Einschreiben zu, in dem er seine Verweigerung feststellt und die verschiedenen Kontakte erwähnt, die im Rahmen des vorliegenden Paragraphen aufgenommen wurden.

In diesem Einschreiben werden der Tag und die Uhrzeit der Stromsperrung mitgeteilt. Diese darf nicht vor Ablauf einer Frist von zehn Tagen ab dem Einsenddatum des Einschreibens stattfinden. Der Netzbetreiber richtet eine Abschrift dieses Einschreibens an das öffentliche Sozialhilfезentrum und an den Lieferanten des Kunden.

Der Netzbetreiber installiert den Budgetzähler innerhalb einer Frist von höchstens fünfzehn Tagen ab der Zustimmung des Kunden."

**Art. 13** - In Artikel 20 § 2 Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "der sich nicht in der in Artikel 19 § 2 Absatz 3 erwähnten Lage befindet" durch den Wortlaut "der nicht als in Zahlungsverzug befindlich erklärt wird im Anschluss an das in Abschnitt 3 erwähnte Verfahren".

**Art. 14** - In Art. 21, § 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut "1. Juli 2004" durch den Wortlaut "31. Dezember 2005" ersetzt.

**Art. 15** - In Art. 22 desselben Erlasses wird am Ende des ersten Satzes der Wortlaut ", wobei die Kosten für das Verfahren vor der Installation des Budgetzählers mitberechnet werden" eingefügt.

**Art. 16** - In Artikel 23 desselben Erlasses wird der Wortlaut "rechnet er der Rückzahlung der Installation des Budgetzählers eine Erhöhung von höchstens 20% des Preises je verbrauchtes kWh zu" durch den Wortlaut "rechnet er der Rückzahlung des geschuldeten Betrags eine Erhöhung von höchstens 20% des Preises je verbrauchtes kWh zu" ersetzt.

**Art. 17** - In Kapitel III Abschnitt 4 desselben Erlasses wird ein Artikel 23*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 23*bis* - Wenn ein Kunde die mit seinem Elektrizitätsverbrauch verbundenen Schulden zurückbezahlt hat, kann er bei seinem Lieferanten den kostenlosen Übergang zum System der regelmäßigen nachträglichen Zahlung beantragen."

**Art. 18** - In Kapitel III, Abschnitt 4 desselben Erlasses wird ein Artikel 23*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 23*ter* - Das in Art. 17 bis 19 erwähnte Verfahren kann zu jeder Zeit aufgehoben werden im Falle einer Einigung zwischen den Parteien bezüglich der Zahlung der Schuld. Die Nichteinhaltung eines dem Kunden per Einschreiben zugestellten Zahlungsplans bezüglich der Begleichung der Schuld führt von Rechts wegen zur Wiederaufnahme des bis dahin laufenden Verfahrens mit sich."

**Art. 19** - Artikel 24 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1 Absatz 2 der französischen Fassung wird der Wortlaut "est lui" durch den Wortlaut "lui est" ersetzt;

2° in § 4 wird der Wortlaut "Der vorliegende Artikel" durch den Wortlaut "Der § 2 des vorliegenden Artikels".

**Art. 20** - Artikel 32 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 1° der französischen Fassung wird der Wortlaut "haute-tension" durch den Wortlaut "haute tension" ersetzt;

2° in Absatz 1 3° der französischen Fassung wird der Wortlaut "haute-tension" durch den Wortlaut "haute tension" ersetzt;

3° in Absatz 1 6° der französischen Fassung wird der Wortlaut "haute-tension" durch den Wortlaut "haute tension" ersetzt.

**Art. 21** - In Artikel 35 § 1 7° wird die Abkürzung "ÖSHZ" durch den Wortlaut "öffentliche Sozialhilfzentren" ersetzt.

### KAPITEL III — Änderungen im Erlass VOD Gas

**Art. 22** - In Artikel 4 § 3 Absatz 2 des Erlasses VOD Gas wird der Wortlaut "vier Kategorien" durch den Wortlaut "Kategorien 1° bis 3°" ersetzt.

**Art. 23** - In Artikel 6, Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut "dem in Absatz 1 erwähnten Kunden" durch den Wortlaut "den zugelassenen Haushaltskunden" ersetzt.

**Art. 24** - In Kapitel III Abschnitt 1 desselben Erlasses wird der Artikel 12 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 1 - Wenn der Kunde ein geschützter Kunde ist, setzt er den Lieferanten schriftlich davon in Kenntnis, gegebenenfalls über das öffentliche Sozialhilfzentrum. Der geschützte Kunde fügt seinem Schreiben alle erforderlichen Belege bei.

Nach Begutachtung durch die "CWaPE" bestimmt der Minister das Muster der Unterlage, die dem Lieferanten zu übermitteln ist.

§ 2 - Für die in Artikel 33 § 1 3° des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts erwähnten Kategorien von Personen muss der Antrag zur Erhaltung des Status eines geschützten Kunden alle fünf Jahre erneuert werden. In diesem Fall wird die Unterlage von der Einrichtung ausgefüllt, die die Zulage gewährt.

Für die anderen in Art. 33 des Dekrets erwähnten Kategorien von Personen wird der Antrag jedes Jahr erneuert. In diesem Fall wird die Unterlage entweder von dem öffentlichen Sozialhilfzentrum oder von dem Schuldenvermittler ausgefüllt.

§ 3 - Der Kunde ist verpflichtet, den Lieferanten innerhalb fünfzehn Tagen schriftlich über den Verlust seiner Eigenschaft als geschützter Kunde zu informieren."

**Art. 25** - In Kapitel III Abschnitt 1 desselben Erlasses wird ein Artikel 13bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 13bis - Der Lieferant kann im Falle eines Betrugs durch einen Haushaltskunden durch Einschreiben oder E-Mail mit Empfangsbestätigung den Netzbetreiber ersuchen, die Gaslieferung an einen Kunden auszusetzen. Diese Aussetzung kann nur nach gleichlautendem und begründetem Gutachten der Kommission erfolgen.

Im Falle eines Betrugs wird die Lieferung während der Zeit ausgesetzt, die zur Regularisierung der Lage nötig ist, einschließlich der Rückzahlung der eventuellen Schuld, die sich aus dem Betrug ergibt zuzüglich aller damit verbundenen Kosten."

**Art. 26** - In Artikel 35 § 1 7° desselben Erlasses wird die Abkürzung "ÖSHZ" durch den Wortlaut "öffentliche Sozialhilfzentren" ersetzt.

**Art. 27** - In Kapitel VIII desselben Erlasses wird ein Artikel 47bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 47bis - § 1 - Solange die Bestimmungen von Kapitel III Abschnitt 3 des vorliegenden Erlasses nicht in Kraft getreten sind, wird der vorliegende Artikel anwendbar sein.

§ 2 - Wenn ein Haushaltskunde als in Zahlungsverzug befindlich erklärt wird, stellt ihm der Lieferant ein Einschreiben zu, in dem das Datum und die Uhrzeit der Aussetzung der Gaslieferung mitgeteilt wird.

Der Lieferant darf die Gaslieferung an den Haushaltskunden nicht einstellen, ohne die lokale Kommission für die Begutachtung der Sperrung im Voraus informiert zu haben.

Diese beiden Zustellungen finden zehn Tage vor der Aussetzung der Gaslieferung statt.

§ 3 - Innerhalb von fünfzehn Tagen nachdem sie befasst worden ist, muss die Kommission ein Gutachten übermitteln, das im Rahmen eines kontradiktorischen oder als solches geltenden Verfahrens abgegeben wird, in dem die Begründungen, die zur Entscheidung des Lieferanten zur Aussetzung der Lieferung geführt haben, bewertet werden.

Zu diesem Zweck muss der Haushaltskunde zwangsläufig vorgeladen werden, um - falls er dies wünscht - angehört zu werden; er kann sich von einem Berater unterstützen oder vertreten lassen. Der Lieferant muss anwesend oder vertreten sein.

Die Kommission fasst mit der Stimmenmehrheit ihrer Mitglieder einen Beschluss. Bei Stimmengleichheit ist das die Sperrung ablehnende Gutachten die Sperrung ausschlaggebend. Das Gutachten der Kommission wird binnen drei Tagen dem Haushaltskunden und dem Lieferanten per Einschreiben übermittelt.

§ 4 - Im Falle eines die Sperrung ablehnenden Gutachtens muss diesem Gutachten ein Vorschlag beigefügt werden, in dem die Zahlungsfristen und die Teilung der durch den Haushaltskunden zurückzuzahlenden Schulforderungen festgelegt werden. Der Haushaltskunde muss sich verpflichten, diesen Rückzahlungsplan einzuhalten. Wenn der Beschluss zur Aussetzung der Gaslieferung schon durchgeführt wurde, ist der Lieferant verpflichtet, auf seine Kosten die Lieferung innerhalb höchstens vierundzwanzig Stunden nach dem Gutachten der Kommission wiederherzustellen.

§ 5 - Wenn der Haushaltskunde sich nicht dazu verpflichtet, den Rückzahlungsplan einzuhalten oder seiner Verpflichtung nicht nachkommt, kann die Aussetzung der Lieferung effektiv werden. Zu diesem Zweck stellt der Lieferant dem Haushaltskunden ein Einschreiben zu, in dem ihn über das Datum und die Uhrzeit der Aussetzung der Gaslieferung informiert. Die Aussetzung der Gaslieferung darf nicht vor einer Frist von zehn Tagen ab dieser Zustellung erfolgen.

§ 6 - Die Gaslieferung an einen Haushaltskunden darf nicht zwischen dem 15. November und dem 15. Februar gesperrt werden. Der Minister kann diesen Zeitraum erweitern, wenn besondere Witterungsverhältnisse dies rechtfertigen.

Die während des Zeitraums vom 15. November zum 15. Februar gebuchten Liefermengen bleiben zu Lasten des Haushaltskunden."

#### KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

**Art. 28** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

**Art. 29** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 9. Dezember 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2005 — 70

[2005/200015]

**9 DECEMBER 2004.** — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, gewijzigd bij het besluit van de Waalse regering van 4 december 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, en van het besluit van 4 december 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 34;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, gewijzigd bij het besluit van 4 december 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt en tot wijziging van het besluit van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op de artikelen 32, 33 en 37;

Gelet op het besluit van 4 december 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt en tot wijziging van het besluit van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

Gelet op het advies CDd20-CWaPE-046 van de CWaPE (Waalse Energiecommissie) van 20 april 2004;

Gelet op het wijzigingsvoorstel CD-4j12-CWaPE-080 van de CWaPE van 15 oktober 2004;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 6 mei 2004;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens één maand;

Gelet op het advies 37.219/4 van de Raad van State, uitgebracht op 7 juni 2004, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

"electriciteitsbesluit OSP": het besluit van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, gewijzigd bij het besluit van 4 december 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt en tot wijziging van het besluit van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

"gasbesluit OSP": het besluit van 4 december 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt en tot wijziging van het besluit van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt.



HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het elektriciteitsbesluit OSP*

**Art. 2.** In artikel 4 van het elektriciteitsbesluit OSP worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, 3°, wordt het woord "energiebronnen" vervangen door het woord "energiebron";

2° in § 3, laatste lid, wordt de datum "1 februari" vervangen door de datum "1 maart";

3° in § 4, laatste lid, (Franse versie) wordt het woord "présentée" vervangen door het woord "présentées".

**Art. 3.** In artikel 6 van hetzelfde besluit, tweede lid, worden de woorden "de in het eerste lid bedoelde afnemer" vervangen door de woorden "de in aanmerking komende residentiële afnemers".

**Art. 4.** In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden "artikel 8, vierde lid," vervangen door de woorden "artikel 8".

**Art. 5.** In artikel 12 van hetzelfde besluit, derde lid, wordt het woord "hen" vervangen door "zijn afnemers" en in de Franse versie worden de woorden "permettant d'être alimentée" door de woorden "permettant d'être alimentées".

**Art. 6.** Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Als de afnemer beschermd is, geeft hij de leverancier schriftelijk kennis daarvan, eventueel door bemiddeling van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn. De beschermde afnemer laat zijn briefwisseling vergezeld gaan van alle nodige bewijsstukken.

Na advies van de CWaPE bepaalt de Minister het model van het aan de leverancier over te maken document.

§ 2. Voor de categorieën personen bedoeld in artikel 33, § 1, 3°, van het decreet wordt de aanvraag van het statuut van beschermde afnemer om de vijf jaar hernieuwd.

In dit geval wordt het document ingevuld door de instelling die de tegemoetkoming verleent.

Voor de overige categorieën personen bedoeld in artikel 33 van het decreet wordt de aanvraag jaarlijks hernieuwd. In dit geval wordt het document hetzij door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, hetzij door de schuldbemiddelaar ingevuld.

§ 3. De afnemer verwittigt de leverancier schriftelijk binnen vijftien dagen na het verlies van zijn hoedanigheid van beschermde afnemer."

**Art. 7.** In artikel 14 van hetzelfde besluit (Franse versie) wordt het woord "contracté" vervangen door het woord "contractées".

**Art. 8.** Hoofdstuk III, afdeling 2, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 14*bis*, luidend als volgt :

"Art 14*bis*. De leverancier kan de netbeheerder bij aangetekend schrijven of per e-mail met ontvangstbewijs verzoeken om de opschorting van de levering in geval van fraude van een residentiële afnemer. De levering kan pas na gemotiveerd eensluidend advies van de commissie opgeschort worden.

In geval van fraude wordt de levering opgeschort zolang de toestand niet geregulariseerd is, met inbegrip van de terugbetaling van de eventuele schuld resulterend uit de fraude, kosten inbegrepen."

**Art. 9.** In artikel 15 van hetzelfde besluit, 4°, (Franse versie) wordt het woord "express" vervangen door het woord "explicite".

**Art. 10.** In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt door de tekens "§ 1" ingeleid;

2° in fine wordt een nieuwe paragraaf ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 2. Als een afnemer die over een budgetmeter beschikt met betaling van zijn verbruiken na vervallen termijnen tot wanbetaler wordt verklaard, verzoekt de leverancier de netbeheerder bij aangetekend schrijven of per e-mail met ontvangstbewijs erom binnen vijftien dagen na de kennisgeving de parameters van de oplaadbare kaart of elk ander gelijkwaardig systeem te laten wijzigen en over te schakelen op het systeem van voorbetaling. De leverancier geeft de afnemer en het centrum voor maatschappelijk welzijn onmiddellijk kennis van het aan de netbeheerder gerichte verzoek."

**Art. 11.** Artikel 19, § 1, wordt *in limine* aangevuld met de woorden "binnen vijftien dagen na de aanvraag".

**Art. 12.** Artikel 19, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"§ 2. Binnen vijf dagen na ontvangst van de aanvraag bedoeld in artikel 17 stuurt de netbeheerder een aangetekend schrijven naar de afnemer om hem kennis te geven van de plaatsing van een budgetmeter binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen vanaf de datum van verzending van het aangetekend schrijven. De netbeheerder neemt contact op met bedoelde afnemer om de dag en het tijdstip van de plaatsing van de budgetmeter overeen te komen.

In het aangetekend schrijven wordt de afnemer erop gewezen dat als hij binnen vijftien dagen, te rekenen van de datum van verzending van het aangetekend schrijven, niet antwoordt om de plaatsing van de budgetmeter toe te laten, zijn leverancier daarvan op de hoogte gebracht wordt en dat de levering onderbroken wordt zolang de budgetmeter en het oplaadsysteem niet geïnstalleerd zijn.

Als de afnemer niet reageert binnen de termijn bedoeld in het vorige lid of als de diensten van de netbeheerder geen toegang krijgen tot de woning van de afnemer op afgesproken datum en tijdstip, richt de netbeheerder een aangetekend schrijven aan de afnemer waarin hij hem wijst op zijn weigering en op de verschillende contacten genomen in het kader van deze paragraaf.

Het aangetekend schrijven bepaalt de datum en het tijdstip van de afsluiting, waarbij de afsluiting pas tien dagen na de datum van verzending van het aangetekend schrijven uitgevoerd mag worden. De netbeheerder richt een afschrift van het aangetekend schrijven aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en aan de leverancier van de afnemer.

De netbeheerder plaatst de budgetmeter binnen hoogstens vijftien dagen nadat de afnemer zijn toestemming gegeven heeft."

**Art. 13.** In artikel 20, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt "wiens toestand niet beantwoordt aan die bedoeld in artikel 19, § 2, derde lid" vervangen door "die niet verzuimt heeft te betalen ingevolge de procedure bedoeld in afdeling 3".

**Art. 14.** In artikel 21, § 2, van hetzelfde besluit wordt de datum "1 juli 2004" vervangen door de datum "31 december 2005".

**Art. 15.** In artikel 22 van hetzelfde besluit wordt de eerste zin in fine aangevuld met de woorden "met inbegrip van de kosten voor de procedure die voorafgaat aan de plaatsing van een budgetmeter".

**Art. 16.** In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de woorden "bestemt maximum 20 % verhoging van de prijs van de verbruikte kWh voor de terugbetaling van de budgetmeter" vervangen door de woorden "bestemt maximum 20 % verhoging van de prijs van de verbruikte kWh voor de terugbetaling van het verschuldigde bedrag".

**Art. 17.** Hoofdstuk III, afdeling 4, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 23bis, luidend als volgt :

"Art. 23bis : Als een afnemer de schuld i.v.m. zijn elektriciteitsverbruik terugbetaald heeft, kan hij zijn leverancier verzoeken om gratis over te schakelen op de periodieke betalingswijze na vervallen termijn".

**Art. 18.** Hoofdstuk III, afdeling 4, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 23ter, luidend als volgt :

"Art. 23ter : De procedure bedoeld in de artikelen 17 tot 19 kan elk ogenblik opgeschort worden als de partijen een akkoord vinden voor de betaling van de schuld. De niet-naleving van het plan voor de schuldafflossing, waarvan de afnemer bij aangetekend schrijven in kennis gesteld wordt, geeft van rechtswege aanleiding tot de hervatting van de procedure."

**Art. 19.** In artikel 24 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, (Franse versie) worden de woorden "est lui" vervangen door de woorden "lui est";

2° in § 4, worden de woorden "Dit artikel" vervangen door de woorden "§ 2 van dit artikel".

**Art. 20.** In artikel 32 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 1°, (Franse versie) worden de woorden "haute-tension" vervangen door "haute tension";

2° in het eerste lid, 3°, wordt (Franse versie) worden de woorden "haute-tension" vervangen door "haute tension";

3° in het eerste lid, 6°, wordt (Franse versie) worden de woorden "haute-tension" vervangen door "haute tension".

**Art. 21.** In artikel 35, § 1, 7°, wordt de afkorting "O.C.M.W.'s" vervangen door de woorden "openbare centra voor maatschappelijk welzijn".

### HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in het gasbesluit OSP*

**Art. 22.** In artikel 4, § 3, tweede lid, van het gasbesluit OSP worden de woorden "vier categorieën" vervangen door de woorden "de categorieën 1° tot 3°".

**Art. 23.** In artikel 6 van hetzelfde besluit, tweede lid, worden de woorden "de in het eerste lid bedoelde afnemer" vervangen door de woorden "de in aanmerking komende residentiële afnemers".

**Art. 24.** In hoofdstuk III, afdeling 1, van hetzelfde besluit wordt artikel 12 vervangen als volgt :

"§ 1. Als de afnemer beschermde is, geeft hij de leverancier schriftelijk kennis daarvan, eventueel door bemiddeling van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn. De beschermde afnemer laat zijn briefwisseling vergezeld gaan van alle nodige bewijsstukken.

Na advies van de CWaPE bepaalt de Minister het model van het aan de leverancier over te maken document.

§ 2. Voor de categorieën personen bedoeld in artikel 33, § 1, 3°, van het decreet wordt de aanvraag van het statuut van beschermde afnemer om de vijf jaar hernieuwd.

In dit geval wordt het document ingevuld door de instelling die de tegemoetkoming verleent.

Voor de overige categorieën personen bedoeld in artikel 33 van het decreet van 12 april 2001 wordt de aanvraag jaarlijks hernieuwd. In dit geval wordt het document hetzij door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, hetzij door de schuldbemiddelaar ingevuld.

§ 3. De afnemer verwittigt de leverancier schriftelijk binnen vijftien dagen na het verlies van zijn hoedanigheid van beschermde afnemer. »

**Art. 25.** Hoofdstuk III, afdeling 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel *13bis*, luidend als volgt :

"Art *13bis*. De leverancier kan de netbeheerder bij aangetekend schrijven of per e-mail met ontvangstbewijs verzoeken om de opschorting van de levering in geval van fraude van een residentiële afnemer. De levering kan pas na gemotiveerd eensluidend advies van de Commissie opgeschort worden.

In geval van fraude wordt de levering opgeschort zolang de toestand niet geregulariseerd is, met inbegrip van de terugbetaling van de eventuele schuld resulterend uit de fraude, kosten inbegrepen."

**Art. 26.** In artikel 35, § 1, 7°, van hetzelfde besluit wordt de afkorting "O.C.M.W.'s" vervangen door de woorden "openbaar centra voor maatschappelijk welzijn".

**Art. 27.** Hoofdstuk VIII van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel *47bis*, luidend als volgt :

"Art. *47bis*. § 1. Zolang de bepalingen van afdeling 3 van hoofdstuk III van dit besluit niet in werking getreden zijn, blijft dit artikel van toepassing.

§ 2. Als een afnemer tot wanbetaler wordt verklaard, stuurt de leverancier hem een schrijven waarin hij hem wijst op de datum en het tijdstip van de opschorting van de gaslevering.

De leverancier mag de gaslevering van de residentiële afnemer niet opschorten zonder de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking te verwittigen.

Beide kennisgevingen vinden plaats tien dagen vóór de opschorting van de gaslevering.

§ 3. Binnen vijftien dagen na de aanhangigmaking brengt de Commissie advies uit in het kader van een procedure op tegenspraak of geacht op tegenspraak te zijn. Ze evalueert zodoende de redenen waarom de leverancier beslist heeft de levering op te schorten.

Daartoe wordt de residentiële afnemer opgeroepen om gehoord te worden indien hij het wenst. Hij kan zich door een raadsman laten bijstaan of vertegenwoordigen. De leverancier moet aanwezig zijn of zich laten vertegenwoordigen.

De commissie beslist bij meerderheid van stemmen van de leden. Bij staking van stemmen is het advies dat de afsluiting ongunstig is, doorslaggevend. Het advies van de Commissie wordt binnen drie dagen per aangetekend schrijven aan de residentiële afnemer en aan de leverancier gericht.

§ 4. Als het advies de afsluiting ongunstig is, gaat het vergezeld van een voorstel tot bepaling van de vervaldata en de spreiding van de door de residentiële afnemer terug te betalen schuldvorderingen. De afnemer verplicht zich ertoe het terugbetalingsplan na te leven. Als de beslissing tot opschorting van de levering al uitgevoerd is, dient de leverancier de levering op zijn kosten te hervatten binnen vierentwintig uur na het advies van de Commissie.

§ 5. Als de residentiële afnemer zich niet verbindt tot de naleving van het terugbetalingsplan of zijn verbintenis niet nakomt, kan de opschorting van de levering effectief worden. De leverancier richt daartoe een aangetekend schrijven aan de residentiële afnemer om hem te wijzen op de datum en het tijdstip van de opschorting van de levering. De opschorting mag pas tien dagen na de kennisgeving plaatsvinden.

§ 6. De levering aan een residentiële afnemer mag niet onderbroken worden tussen 15 november en 15 februari. De Minister kan die periode al naar gelang de weersomstandigheden verlengen.

De leveringen die gedurende die periode worden geboekt, zijn voor rekening van de afnemer.

#### HOOFDSTUK IV. — *Slopbepalingen*

**Art. 28.** De Minister tot wiens bevoegdheden het Energiebeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 29.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 9 december 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE